

Nos boursières en carrière

Depuis la création du fonds de la fondation AFDU-Québec, en 1992 ce sont plusieurs centaines de milliers de dollars qui ont été octroyés à des filles et des femmes désireuses de faire des études supérieures. Qu'est-il advenu de nos boursières une fois leur formation complétée ? Curieuses de connaître leur devenir, nous sommes allées à leur recherche. Nous en avons rejoint quelques-unes pour tenter de refaire avec elles le parcours scolaire et professionnel qu'elles ont mené depuis. C'est l'objet de cette chronique. Souhaitons à nos lectrices qu'elle nourrisse leur intérêt et suscite leur engagement. Espérons aussi qu'elle inspire nos jeunes boursières encore aux études.

Le droit au service des collectivités discriminées : Dominique Lizotte

Entrevue menée par F. Rémillard

À douze ans, Dominique Lizotte, avec les élèves de sa classe de 6^e année du Saguenay, participe à une visite du parlement de Québec qui probablement produit une étincelle. Deux ans plus tard, le feu couve toujours. Elle rencontre Lise Payette, femme politique et féministe reconnue. Impressionnée par sa prestance, elle lui demande tout bonnement ce qu'il faut faire pour arriver en politique. La ministre pointe le droit comme autoroute d'accès : à cette époque (années 70s), les avocats sont majoritaires sur les bancs de l'Assemblée nationale. À partir de ce moment, elle met le cap sur la carrière qui doit mener à la tête de l'État québécois. Elle ambitionne de devenir Première ministre, rien de moins. Découvrez le parcours tout à fait atypique de cette lauréate de 1994.

F. R. : Dominique Lizotte, faites-nous découvrir ce parcours.



D. L. : En 1983, je m'inscris en droit à l'université Laval. En 1984, c'est la 1^{re} année où les femmes sont majoritaires dans cette faculté. Je fais un baccalauréat en droit avec un certificat en science politique. Je réussis les examens du Barreau à Montréal où je m'étais rendue dans le cadre d'un projet pilote. De retour à Québec, je fais mon stage dans un bureau de pratique privée. Toutefois, le stage me laisse perplexe : l'exercice du droit ne correspond pas vraiment à ce que je veux faire dans la vie. . . avant de devenir Première ministre. Je prends époux en 1991 et poursuis donc mon parcours scolaire avec la maîtrise en droit à l'université McGill. Puis j'entreprends

un diplôme d'études approfondies (DEA en droit) à Strasbourg tout en étant inscrite au

doctorat en droit à l'université Laval. Ce cursus devait m'ouvrir les portes de l'enseignement et de la recherche universitaire.

F.R. : Jusqu'ici un parcours exemplaire qui aurait dû vous permettre d'atteindre votre premier objectif. Qu'est ce qui se passe alors qui vous fait bifurquer ?

D. L. : Juste que j'appartiens à la mauvaise génération.

F. R. : Pouvez-vous être plus explicite ?

D. L. : À l'Université, comme partout sur le marché du travail, les postes sont rares, presque entièrement occupés par les Baby-boomers. La situation permet à l'employeur d'exiger une diplomation supérieure à celle habituellement requise pour l'exercice de l'emploi. Ainsi donc le jury de sélection, pourtant lui-même de niveau maîtrise, exige le postdoctorat pour l'accès à un poste universitaire. Je suis outrée! J'ai terminé ma scolarité de doctorat, mais la rédaction de mon mémoire est dans une impasse : le mur. Je décide donc de me présenter au Conseil national des cycles supérieurs de la Fédération étudiante universitaire du Québec (CNCS-FEUQ) qui représente 25 000 étudiantes et étudiants. J'y suis élue. Je participe aussi à la fondation d'un syndicat pour les jeunes de la génération X, Force jeunesse. Je dénonce ensuite sur toutes les tribunes ce qui m'apparaît comme une injustice.

De nombreux prix et distinctions jalonnet sa carrière



De gauche à droite

- **1er prix** de l'Association québécoise de droit comparé pour le mémoire de maîtrise, 1992.
- **Prix Paul-Mercure** pour son implication en tant que marraine civique en 2005

F. R. Oui, en 1999, vous rédigez un manifeste pour réclamer plus d'équité intergénérationnelle pour les jeunes clercs et scientifiques au Québec qui paraît dans différents quotidiens et revues.

D. L. : Au moment de la publication de cet article, je représente 40 000 jeunes de sciences humaines et sociales au Conseil de recherche en sciences humaines (CRSH). Par ailleurs,

j'étais déjà, depuis une dizaine d'années, marraine civique pour accompagner des personnes vivant des situations de handicap. Je réalise alors que si les jeunes diplômés subissent des injustices, le cas de ces personnes est bien pire. Pour eux, en 1999, je me lance dans une autre croisade et j'abandonne mon doctorat. Je tourne le dos au milieu universitaire et j'œuvre désormais comme intervenante sociale au bas de l'échelle en faveur des personnes ayant des incapacités. Au bout de trois ans et demi, en 2002, je deviens directrice générale d'un organisme national de défense des droits pour ces personnes.

Puis parallèlement, en 2000, d'un commun accord, mon conjoint et moi décidons de donner une famille à un enfant différent. Le petit garçon qui nous est proposé n'a que cinq semaines, un pronostic santé lourd l'accompagne : déficience intellectuelle sévère, surdité et autres. Toutefois, il s'avère après quelque temps que le diagnostic est complètement erroné : l'enfant est « normal ». Un an plus tard, nous présentons une nouvelle demande d'adoption pour un enfant présentant des besoins particuliers. Cette fois c'est une petite trisomique qui intègre la famille. Elle n'a que dix jours.



Portrait de famille
en 2009, avant
l'accueil d'un
dernier membre.

(photo: *Le Soleil*)

En 2003, mes enfants ont alors 2 et 3 ans, j'intègre la fonction publique québécoise en acceptant un poste en développement social à la Régie des rentes (maintenant Retraite Québec). Je suis alors embauchée à titre d'occasionnelle et au bas de l'échelle, mes formations et expériences n'étant pas reconnues. En 2005, j'adopte une troisième enfant. De professionnelle de contenu, je passe à un poste d'adjointe à une gestionnaire. Après douze ans de service, je migre vers le secteur des transports (MTQ et SAAQ) où j'agis comme experte, coordonnatrice ministérielle, chef d'équipe et conseillère responsable du dossier de l'électrification des transports. Je suis depuis peu à l'emploi du ministère de la Santé et des Services sociaux. J'occupe maintenant un poste d'adjointe exécutive auprès du sous-ministre associé responsable des ressources humaines, proche de la tête de l'État québécois.

Je mène cette carrière tout en poursuivant mes engagements en tant qu'élue scolaire, notamment au sein du Comité de parents ayant des enfants handicapés ou en difficultés d'adaptation ou d'apprentissage (EHDAA) dans ma commission scolaire.

F. R. : Mère de trois enfants, chacun présentant des besoins particuliers et des difficultés d'apprentissage, professionnelle experte et de plus, bénévolement engagée dans la défense des droits des personnes vivant des situations de handicap, tout ça doit demander une certaine conciliation travail famille.

D. L. : Oui, mais j'ai la chance d'avoir un conjoint complice qui est travailleur autonome et de ce fait a toujours été là, à la maison, pour accueillir les enfants et les encadrer. Notre union dure depuis 30 ans et ne montre aucun signe de fatigue. Mes enfants ont maintenant 22, 20 et 16 ans. Je ne serai jamais Première ministre, mais je suis fière d'eux et de ce qu'ils sont devenus ou en voie de devenir.

F. R. : En 1994, vous êtes lauréate du concours de bourse de l'AFDU Québec. À quel moment de votre cursus intervient cette bourse et quelle a été sa signification pour vous ?

D. L. : Je suis alors inscrite au doctorat en droit quand je reçois cette bourse, donc toujours dans mon projet de vie initial : devenir professeure de droit et Première ministre. Je la perçois comme une reconnaissance de mon potentiel et j'y vois la nécessaire solidarité des femmes, un pas déterminant dans mon parcours scolaire. J'étais et je demeure une féministe.

F. R. : La question que je pose à toutes les anciennes; quelles recommandations aimeriez-vous formuler pour les filles qui voudraient suivre vos traces ?

D. L. : Les études en droit mènent à tout. Il faut toutefois garder le cap sur ce qu'on veut faire. Il faut savoir identifier les passerelles. Je voulais aller en politique pour me porter à la défense collective des droits, un champ qui n'est pas reconnu par le Barreau. Je l'ai fait, mais en passant de l'autre côté du système, en étant élue en lien avec mes préoccupations et en participant au développement de politiques publiques. Pour influencer le cours d'une société, on peut aller en politique bien sûr, mais on peut aussi développer des expertises de contenu qui permettront de changer les politiques ou appuyer des décideurs hauts placés. Rétrospectivement, c'est ce que j'ai fait et ce que je continue de faire. Une des choses dont je suis le plus fière c'est d'avoir réussi à faire inscrire à l'horaire d'une commission scolaire une journée EHDAA qui est en passe de devenir une semaine. L'intérêt de cette reconnaissance c'est qu'elle ouvre un espace de discussion pour mettre en lumière les problèmes et les solutions qui permettent à ces jeunes personnes et leur famille d'avoir une meilleure place dans la société. Je me suis battue pour que ma fille demeure dans les classes régulières afin que les enfants et les enseignants découvrent ses qualités exceptionnelles d'intelligence émotionnelle, un trésor inestimable en société. Actuellement, seulement 10% des enfants trisomiques intègrent les classes régulières ce qui à mon avis n'est ni normal ni souhaitable. Si on retire ces enfants de la société comment pourront-ils avoir la

chance de découvrir qui ils sont vraiment et de quoi ils sont porteurs ? Donc les filles, gardez le cap sur vos priorités et demeurez à l'affût des passerelles qui peuvent vous permettre d'arriver autrement à vos fins. Quand la perspective de réussite est bloquée, n'hésitez pas à tourner le dos à votre démarche initiale pour emprunter une autre voie. C'est ce que j'ai fait quand j'ai constaté que je n'étais pas accueillie par le marché du travail dans ma discipline. J'ai utilisé mon savoir-faire et j'ai recyclé tous mes savoirs dans le militantisme, vers les services communautaires et vers le service de l'État. Je suis fière de mon parcours en tant que mère de ma famille et de ce que j'ai accompli jusqu'à maintenant dans ma carrière. Je suis une fille de ma génération. Pour les filles qui me suivront, le portrait sera certes différent, mais une chose devra continuer de guider vos choix de carrière et de vie : restez toujours fidèles à vos valeurs!

Mars 2022